



En tirant parti de notre expérience  
forgeons l'avenir ensemble

## Principales données financières

En milliers de dollars des États-Unis	AU 31 DÉCEMBRE				
	2014	2013	2012	2011	2010
<b>Compte de résultat</b>					
Total des revenus	<b>61 340</b>	68 342	63 359	55 527	60 290
Total des revenus, déduction faite des intérêts débiteurs	<b>48 860</b>	51 979	46 186	41 545	41 326
Total des charges d'exploitation	<b>34 798</b>	42 381	40 200	33 090	28 686
Résultat net	<b>13 334</b>	19 206	5 560	10 305	12 447
<b>Bilan</b>					
Prêts et prises de participation, valeur nette	<b>1 004 438</b>	1 005 655	1 040 902	975 383	817 402
Total de l'actif	<b>1 989 487</b>	1 786 805	1 814 513	1 482 864	1 426 588
Emprunts et créances à long terme	<b>1 099 241</b>	903 502	969 358	658 504	634 118
Capitaux propres	<b>845 137</b>	851 826	778 580	777 746	773 051
<b>Ratios</b>					
Rendement de l'actif moyen	<b>0,7 %</b>	1,1 %	0,3 %	0,7 %	0,9 %
Rendement des capitaux propres moyens	<b>1,6 %</b>	2,4 %	0,7 %	1,3 %	1,6 %
Ratio d'endettement	<b>130 %</b>	106 %	125 %	85 %	82 %
Ratio capitaux propres / actif	<b>43 %</b>	48 %	43 %	52 %	54 %
Liquidités / total de l'actif	<b>46 %</b>	40 %	42 %	33 %	42 %
Frais administratifs / moyenne des actifs liés au développement	<b>3,3 %</b>	3,9 %	3,8 %	3,5 %	3,2 %

## Principales données opérationnelles

En milliers de dollars des États-Unis	AU 31 DÉCEMBRE				
	2014	2013	2012	2011	2010
<b>Approbations</b>					
Nombre de projets	<b>64</b>	71	73	71	49
Nombre de pays	<b>17</b>	18	16	18	15
Volume des approbations	<b>426 303</b>	415 423	378 930	464 681	374 775
Mobilisation des ressources	<b>693 250</b>	197 480	384 400	471 637	536 000
<b>Décaissements</b>					
Volume des décaissements	<b>384 631</b>	313 629	371 599	442 703	349 970
Volume des mobilisations	<b>273 254</b>	88 730	324 191	547 814	287 606
<b>Portefeuille investissements</b>					
Nombre de projets	<b>229</b>	228	222	209	210
Encours portefeuille actifs liés au développement	<b>1 052 332</b>	1 052 711	1 088 316	1 020 349	873 938
Provisions pour pertes	<b>47 895</b>	47 056	47 414	44 966	56 536
Actifs douteux	<b>16 969</b>	17 452	10 557	9 892	35 097
Couverture actifs douteux	<b>282,25 %</b>	269,63 %	449,12 %	454,54 %	161,09 %
Pourcentage prêts en arriérés	<b>2,3 %</b>	2,2 %	0,7 %	1,6 %	3,0 %
<b>Assistance technique</b>					
Approbations des donateurs	<b>3 755</b>	5 940	9 335	4 417	5 201
Nombre d'actions d'assistance technique terminées	<b>588</b>	250	236	204	351
Bénéficiaires	<b>2 238</b>	1 681	1 511	1 725	986

TABLE DES MATIÈRES

2

Lettre du Président du Conseil d'administration

3

Lettre du Directeur général

5

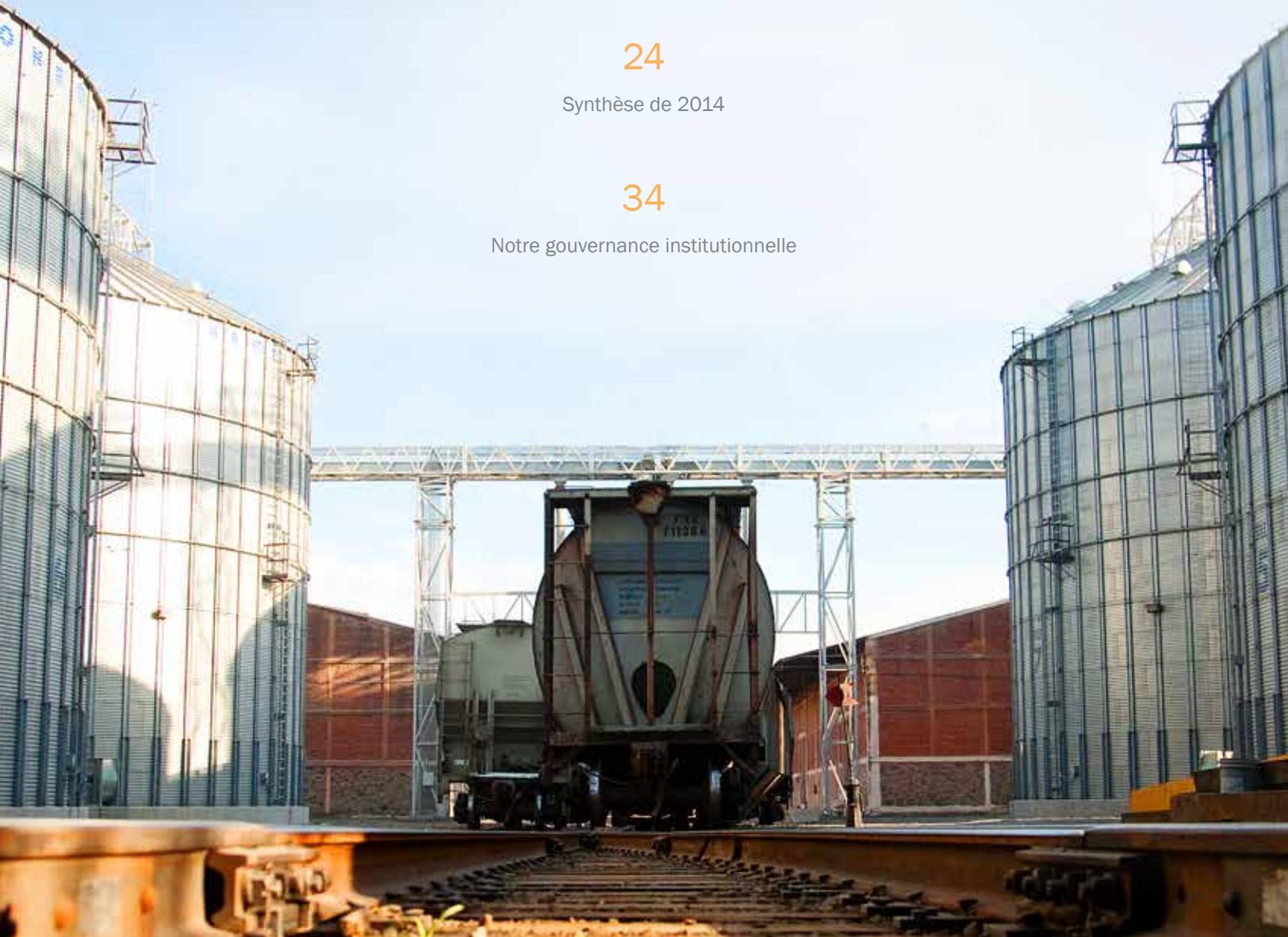
En tirant parti de notre expérience  
forçons l'avenir ensemble

24

Synthèse de 2014

34

Notre gouvernance institutionnelle



Luis Alberto Moreno  
Président du Conseil  
d'administration



## Lettre du Président du Conseil d'administration

Monsieur le Président de l'Assemblée des Gouverneurs  
Société interaméricaine d'investissement  
Washington, D.C.

Monsieur le Président,

Conformément à l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le Rapport annuel 2014 de la Société et les états financiers vérifiés, dont les bilans au 31 décembre 2014 et 2013 ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat étendu, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates.

En presque trois décennies depuis sa création, la Société est devenue une autorité en matière de développement par le biais du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes, assumant un rôle de leadership dans les domaines de la finance et de la connaissance au profit d'entreprises de toute la région.

L'année dernière, la SII a entamé un nouveau cycle d'activités trisannuel, clôturant l'exercice 2014 avec un volume d'approbations de 426,3 millions de dollars à l'appui de 64 opérations de prêt et de participation au capital. En outre, la Société a mobilisé 693,3 millions de dollars de ressources tierces et approuvé des services d'assistance technique et de conseil pour un montant total de 3,7 millions de dollars.

L'assise solide dont jouit aujourd'hui la SII résulte de l'engagement de son équipe de direction et de ses collaborateurs, sous la houlette du Conseil d'administration, et du soutien résolu de ses donateurs et partenaires stratégiques à travers le monde.

Cette année, la Société entame un nouveau chapitre de son histoire institutionnelle, mettant à profit ces atouts et son expérience tout en contribuant, en tant que membre du Groupe BID, à renouveler la vision pour les activités du Groupe auprès du secteur privé. Je suis convaincu que cela engendrera à l'avenir de formidables opportunités commerciales et de développement dans toute la région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Luis Alberto Moreno  
Président du Conseil d'administration  
Société interaméricaine d'investissement



Carl Muñana  
Directeur général

## Lettre du Directeur général

La SII contribue au développement du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes par l'entremise d'une combinaison singulière et ciblée de produits de financement et de connaissance qui nous permettent d'être au service de nos clients et de nos bénéficiaires d'une manière plus intégrée.

Nous avons en 2014 apporté un certain nombre de changements afin de cibler les interventions de la SII avec une plus grande précision, tout en tirant profit de notre expérience de presque trente ans du marché et du développement. Cela s'est traduit par une volonté renouvelée de nous attacher à la qualité de nos activités dans tous les segments de clientèle, ce qui nous a amené à proposer au marché des solutions nettement plus cohérentes et complètes et à nous appuyer sur la puissance des nouvelles technologies pour étendre la portée de notre action et augmenter notre impact. Cela nous a amené également à travailler plus étroitement avec nos partenaires afin de compléter et d'intensifier nos efforts.

Nous avons en 2014 concentré ces efforts sur la mise au point et l'application d'outils de la connaissance conçus pour nous permettre de mieux atteindre les nombreux créneaux de notre marché. Parmi ces outils, nous pouvons citer les cours en ligne pratiques et gratuits que nous avons mis à la disposition des entrepreneurs dans plusieurs langues. Dans le même temps, nous avons lancé la plateforme InvestAmericas qui a pour objet d'établir des liens entre les entreprises et les sources potentielles de financement.

Ce sont là d'excellents exemples de la façon dont nous évoluons pour créer une valeur ajoutée significative à nos produits personnalisés de financement sous forme de prêt et de prise de participation ainsi qu'à nos services-conseils et services de formation réputés sur le marché. Notre gamme de produits évolutive contribue grandement à la transformation de nos clients, au renforcement de leur compétitivité et à l'amélioration des écosystèmes dans lesquels ils exercent leurs activités. En 2014, nos propres engagements financiers joints à ceux que nous avons mobilisés auprès d'autres sources ont permis le déploiement de plus d'un milliard de dollars de ressources au profit de clients dans toute la région.

La capacité de croissance de la SII au service de sa clientèle tient au maintien de sa situation financière très saine et à ses contrôles de qualité supérieurs. L'année 2014 marque pour la SII le 12<sup>ème</sup> exercice bénéficiaire consécutif qui est venu renforcer encore la solidité de son bilan. Ces résultats financiers permettent également à la SII d'avoir un excellent accès aux marchés de capitaux, comme l'a démontré l'émission EMTN de 400 millions de dollars à des conditions très favorables.

Nous bénéficions également de l'appui continu de nos actionnaires et nous sommes heureux d'avoir, au cours de l'exercice, accueilli le Canada en tant que 45<sup>ème</sup> pays membre de la SII. L'intérêt actif marqué en faveur de notre mission par les membres, qu'ils soient nouveaux ou existants, est un vote de confiance ainsi qu'une source de vitalité pour nos activités dans la région.

Enfin, à mesure que nous continuons à étendre notre présence sur le marché, nous contribuons également à l'initiative de tout le Groupe BID du développement d'une vision et d'une stratégie renouvelées envers nos activités auprès du secteur privé. Cet effort de collaboration offre de nouvelles manières passionnantes de travailler avec le secteur privé dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, ce qui nous aidera, en unissant nos forces, à maximiser l'impact sur le développement.

En regardant vers le futur, nous nous réjouissons de l'occasion qui nous est donnée de tirer profit de notre expérience pour forger l'avenir ensemble.

Carl F. Muñana  
Directeur général  
Société interaméricaine d'investissement



# En tirant parti de notre expérience forgeons l'avenir ensemble

Alors que la SII s'apprête à célébrer son 30e anniversaire, il est clair que des progrès considérables ont été accomplis à l'appui du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes. En travaillant avec nos clients et en élaborant de nouveaux produits et services afin de répondre à leurs besoins, nous avons accru notre expérience et acquis une compréhension profonde du potentiel considérable de notre région. En parallèle, nous en sommes venus à apprécier les défis qu'il nous reste à surmonter sur la voie du développement durable par le biais du secteur privé.

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont d'importance critique pour le développement économique de la région ; elles sont en effet le moteur principal de la création d'emplois et de la croissance du PIB. Le manque d'accès au financement est souvent mentionné comme l'un des grands défis auxquels se heurtent les entreprises de ce segment, qui le considèrent comme l'un des principaux obstacles à leur croissance.

Outre l'insuffisance des ressources financières, les PME ont souvent du mal à gérer les difficultés du monde des affaires et à obtenir le soutien technique dont elles ont besoin pour accroître leur efficacité et s'implanter sur de nouveaux marchés.

Dans le cadre de son engagement à fournir un soutien complet à nos clients du secteur privé, la SII a mis au point une panoplie robuste de produits allant d'investissements sous forme de prêts ou de prises de participation à des garanties partielles et à des prêts en monnaie locale. Depuis sa création, la SII a approuvé plus de 5,6 milliards de dollars d'investissement sous forme de prêts et de prises de participation, dont 426,3 millions de dollars en 2014.

En parallèle, la SII a considérablement étendu la portée de la gamme de services de formation et de consultation offerts par FINPYME, aidant ainsi les PME à adopter de meilleures pratiques de gouvernance internes, à renforcer leur capacité d'exportation, à améliorer leur efficacité énergétique et à stimuler leur compétitivité. De surcroît, nous avons mis au point un programme spécial pour la promotion des entreprises appartenant à des femmes, segment des PME traditionnellement mal desservi par les institutions financières commerciales.

En réponse à la grande valeur qu'accordent les clients de la SII aux produits et services de FINPYME, la SII a mis à disposition ces connaissances par le biais d'une série de cours en ligne, communiquant ainsi plusieurs décennies d'expérience sans restrictions géographiques. Ces cours représentent maintenant un élément essentiel de ConnectAmericas, le premier réseau social pour les entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes, lancé en 2014 par le Groupe de la Banque interaméricaine de développement (BID), dont la SII fait partie.

Par ailleurs, la SII a recours à l'Internet pour relier des investisseurs du monde entier à des entreprises de la région par l'intermédiaire du réseau InvestAmericas. Cette plate-forme en ligne qui permet de diversifier les sources de financement offre aux entreprises un support par la voie duquel elles peuvent obtenir des financements. InvestAmericas fonctionne comme une plaque tournante virtuelle qui offre des informations aisément accessibles sur des opportunités d'investissement et facilite le processus de vérification préalable des investissements dans la région.

L'accès au financement demeurera, certes, un défi considérable pour le secteur privé au cours des années à venir, mais les produits du savoir et les services-conseils apparaissent de plus en plus comme un domaine clé dans lequel les organismes multilatéraux peuvent avoir un impact. Dans le cadre de sa mission de promotion du développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes, la SII se félicite de ces nouveaux développements et applique son expérience considérable à la conception d'un devenir de développement commun avec nos clients.

A green circular icon containing a white calculator icon, with the word "FINANCEMENT" written in white capital letters below it.

FINANCEMENT

Ujarrás a reçu plusieurs prêts au titre du programme FINPYME *Credit*. En 2009, cette entreprise familiale costaricienne de production et d'exportation de confitures, conserves et pâtes de fruits tropicaux a utilisé un financement de 100 000 dollars fourni par la SII pour se procurer du matériel neuf afin de renforcer sa capacité de production. Depuis ce premier prêt, Ujarrás a participé à plusieurs programmes de consultation et de formation de la SII, obtenu sa certification de sécurité sanitaire des aliments, repensé ses méthodes de production et mis en œuvre des structures améliorées de gouvernance afin de faciliter sa planification de succession. De surcroît, la SII a ajouté à son prêt de 2009 un nouveau prêt de 32 000 dollars en 2010.

À la fin 2012, l'effet combiné des prêts et des services à valeur ajoutée de la SII ont permis à l'entreprise d'augmenter ses ventes d'un chiffre impressionnant de 80 %.

En 2014, la SII a consenti un autre prêt de 50 000 dollars à Ujarrás dans le cadre du programme FINPYME *Credit* afin d'aider l'entreprise à acquérir du matériel supplémentaire de production et de conditionnement. Ce financement a consolidé plus avant le robuste partenariat établi au fil des ans entre la SII et Ujarrás.



## Forger l'avenir par l'entremise du financement

Tout au long de son histoire, la SII a élaboré des produits de financement qui répondent aux besoins complexes des entreprises à travers la région. Nous fournissons à ces entreprises des financements sous forme de prises de participation, de prêts et de garanties ainsi que des produits en monnaie locale.

En 2014, la SII a approuvé 64 opérations pour un montant s'élevant à 426,3 millions de dollars. Nous avons en outre mobilisé 693,3 millions de dollars supplémentaires par le biais de co-financements avec des organismes bilatéraux et multilatéraux, ainsi que de prêts syndiqués avec des institutions financières commerciales privées.

Nos relations de longue date avec nos clients nous permettent de connaître de manière directe leurs besoins et d'adapter nos produits à la réalité de marchés en mutation constante. Grâce à ce dialogue direct, nous avons lancé de temps à autre de nouveaux produits financiers qui nous ont permis d'anticiper les besoins des clients, de rester pertinents et de maintenir notre rôle de chef de file.

L'un de ces produits est *FINPYME Credit*. Depuis son lancement en 2006, ce programme de petits prêts a consenti 91 prêts directs à des entreprises dans 11 pays. Un prêt type de la SII à une PME est de l'ordre de 3 millions de dollars, tandis que les prêts au titre du programme *FINPYME Credit* vont de 100 000 à 600 000 dollars. Offerts à des entreprises de divers secteurs de production, les prêts de *FINPYME Credit* font l'objet d'une documentation standardisée et d'une procédure d'approbation interne accélérée, ce qui permet d'accorder aux plus petites PME de la région un accès rapide au financement.

En tirant parti de notre expérience avec *FINPYME Credit*, en 2014 nous avons mis au point un nouveau programme de prêts spécifiquement conçu pour les petites institutions financières et doté d'un processus d'approbation accéléré similaire. Cette initiative, d'un montant de 150 millions de dollars, accorde des prêts prioritaires et subordonnés à des institutions et coopératives financières réglementées et non réglementées de la région spécialisées dans le crédit-bail, l'affacturage et la microfinance.

Le nouveau programme de prêts s'inspire de deux projets pilotes mis en œuvre depuis 2007 au Mexique et au Pérou. Au Mexique, nous avons accordé des prêts à 13 institutions financières, ce qui a bénéficié à 350 PME locales. Au Pérou, nous avons ciblé quatre institutions de microfinance, faisant fonds sur nos ressources pour fournir un appui à quelque 20 000 microentreprises du pays.

Notre nouveau programme de prêts destinés aux petites institutions financières s'appuie sur notre expérience passée et nous permet de renforcer le soutien que nous fournissons à ce secteur et de rester attentifs aux besoins financiers des PME de l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Outre sa vaste gamme de produits de dette, la SII investit également en fonds propres et quasi-fonds propres dans la région. Depuis 2000, nous avons approuvé des prises de participation d'un montant total de plus de 145 millions de dollars dans 34 entreprises.



Nos prêts à FINCA, institution mondiale de microfinance implantée en Amérique latine, mettent en évidence l'importance du soutien que nous apportons au segment des petites institutions financières. Un prêt de 3,9 millions de dollars approuvé en 2012 nous a permis de toucher quelque 8 300 microentrepreneurs à faible revenu d'El Salvador, du Honduras et du Nicaragua, d'accroître l'inclusion financière et de stimuler les secteurs productifs de la région.

Cette année, un prêt de 500 000 dollars a été accordé à la filiale haïtienne de FINCA, où nos ressources aideront des entrepreneurs ruraux à faible revenu. Les femmes représentent plus de 80 % des clients dans ces régions, et notre financement devrait les aider à démarrer leur entreprise et à améliorer leurs conditions de vie.

De par notre collaboration avec des institutions financières mondiales, régionales et locales, nous tirons avantage des réseaux de leurs clients et de l'expertise locale pour étendre notre portée et canaliser nos ressources en direction des PME insuffisamment desservies de la région.



FINCA®



FAIRE LA DIFFÉRENCE



L'un des principaux objectifs de la SII consiste à chercher à financer dans toute la région des investissements à fort impact sur le développement. En 2014 la SII a approuvé un prêt subordonné à hauteur de 10 millions de dollars au Centro Hospitalario Serena del Mar pour financer la construction et l'exploitation d'un hôpital à Cartagena (Colombie). Cet hôpital fournira des prestations de santé hautement complexes, notamment dans les services d'orthopédie, de cardiologie, de neurologie, d'oncologie et d'obstétrique.

La première phase prévoit le développement de sept hectares de terrain avec la construction d'un complexe hospitalier pouvant accueillir 151 lits dans un espace de 50 000 m<sup>2</sup>. Le coût du projet est estimé à environ 115 millions de dollars.

Sous la direction de la Fundación Santa Fe de Bogotá, propriétaire et exploitant de l'Hospital Universitario Fundación Santa Fe de Bogotá, le Centro Hospitalario Serena del Mar devrait devenir l'un des hôpitaux les plus technologiquement avancés de Colombie et offrira les normes de soins spécialisés les plus élevées. L'hôpital améliorera l'accès aux services de santé de la région Caraïbes mal desservie de la Colombie, ce qui aura un impact social positif sur la population locale.



# STIMULER LA CROISSANCE



## FINANCEMENT

En 2014, la SII a approuvé une prise de participation à hauteur de 9 millions de dollars dans la société KUA qui produit, distribue et vend des aliments et des boissons au Mexique. L'entreprise s'appuie sur des acquisitions et des investissements de suivi favorisant la croissance pour intégrer et consolider une gamme de produits sains, artisanaux, de niche et « nostalgiques » à fort potentiel de croissance. KUA est au premier rang du secteur alimentaire mexicain en termes d'innovation et de promotion de la santé.

Grâce à son investissement, la SII soutient la croissance de KUA et contribue à la diversification continue de son portefeuille de produits et de marques. Cet investissement va en outre lui donner accès à des programmes d'assistance technique, de l'expérience et des contacts dans l'ensemble de la région, et l'aider à faire siennes les meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de normes sociales et environnementales.





## Forger l'avenir par l'entremise de solutions

Dans le cadre de l'engagement de la SII envers les pratiques d'entreprise durables, nous avons inclus des paramètres de gouvernance d'entreprise dans les conditions de nos prêts, de concert avec des considérations de crédit et d'ordre environnemental et social. De surcroît, nous fournissons un soutien spécial aux entreprises qui sollicitent des financements de la SII et se heurtent à des problèmes spécifiques de gouvernance.

Par l'entremise des services de consultation et de formation de FINPYME, nous travaillons avec des entreprises familiales en vue de mettre en place et d'améliorer leurs structures de gouvernance et leurs organes de direction, ce qui contribue à renforcer leur compétitivité et leur transparence et facilite une transition ordonnée d'une génération à l'autre. Nos clients reçoivent une instruction pratique d'experts renommés dans le domaine qui les aide à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action répondant à leurs besoins particuliers.

Nous organisons chaque année un Symposium sur la gouvernance d'entreprise au cours duquel nous offrons aux entreprises familiales des outils pratiques leur permettant de réaliser des évaluations internes et d'acquérir une meilleure compréhension des relations entre la gouvernance et leur famille ainsi que la gestion et la propriété de l'entreprise. Les participants ont l'opportunité de discuter ensemble et d'échanger leurs expériences de recours aux mesures de gouvernance pour obtenir des résultats tangibles. Le Symposium de 2014, qui s'est tenu à Panama, a rassemblé 72 participants venus de 22 entreprises de 9 pays.

Pour promouvoir une gouvernance d'entreprise robuste à plus grande échelle, la SII travaille en collaboration avec 33 institutions de financement du développement par l'entremise du Cadre de développement de la gouvernance d'entreprise, qui vise à ce que l'évaluation de la gouvernance d'entreprise fasse partie intégrante des évaluations de projet, prônant une méthodologie standard pour la vérification préalable et

encourageant la collaboration et le partage des connaissances entre les institutions participantes.

En 2014, la SII a accueilli la conférence annuelle du groupe, au cours de laquelle les signataires du Cadre ont échangé les enseignements tirés de leur expérience pratique de l'application d'une panoplie commune aux évaluations de la gouvernance d'entreprise. Des séances de formation et des exposés sont venus compléter les discussions, en se concentrant sur la diversité au sein du conseil d'administration et la pluralité des opinions pour une meilleure gouvernance.

Outre le renforcement d'une bonne gouvernance, nous prônons les meilleures pratiques environnementales et sociales par le biais des intermédiaires financiers avec lesquels nous travaillons en partenariat pour étendre notre portée. Depuis 1999, la SII a assuré la formation de plus de 700 personnes venues de plus de 220 institutions financières d'Amérique latine et des Caraïbes au cours de notre Semaine annuelle de la durabilité. Cette initiative est organisée en étroite collaboration avec la BID et le Fonds multilatéral d'investissement. Les participants apprennent comment identifier et gérer les risques environnementaux et sociaux, et ils reçoivent des instructions pratiques sur les modalités de mise en œuvre de systèmes de gestion des risques pour leurs propres projets d'investissement.

Une nouvelle session a été introduite en 2014 pour aider les institutions financières à mieux communiquer avec les femmes et ce, tant pour accroître leurs opportunités commerciales que pour en renforcer la durabilité par l'exploitation de ce marché croissant. Une participation accrue des femmes — dans les conseils d'administration, les instances de direction, la population active et en qualité de clientes— permet de réduire le niveau de risque des portefeuilles et les défauts de paiement, et d'augmenter les bénéficiaires. Qui plus est, donner aux entreprises appartenant à des femmes un accès direct aux sources de financement a un impact considérable sur le développement du capital humain et la croissance économique.



Les entreprises familiales représentent 70 à 90 % du PIB annuel mondial et 50 à 80 % des emplois. Toutefois, 3 % à peine d'entre elles survivent jusqu'à la quatrième génération. Bon nombre de nos clients en Amérique latine et dans les Caraïbes sont des entreprises détenues et exploitées par des familles. En travaillant directement avec elles, nous avons appris de manière immédiate quels étaient les défis auxquelles elles étaient confrontées et nous avons élaboré des montages adaptés pour promouvoir leur croissance durable et leur survie d'une génération à l'autre.



## Forger l'avenir par l'entremise de la technologie

Les nouvelles technologies changent la façon dont les gens interagissent entre eux et la même chose se passe pour les entreprises de la région qui cherchent à réaliser leur plein potentiel dans un environnement commercial en pleine évolution.

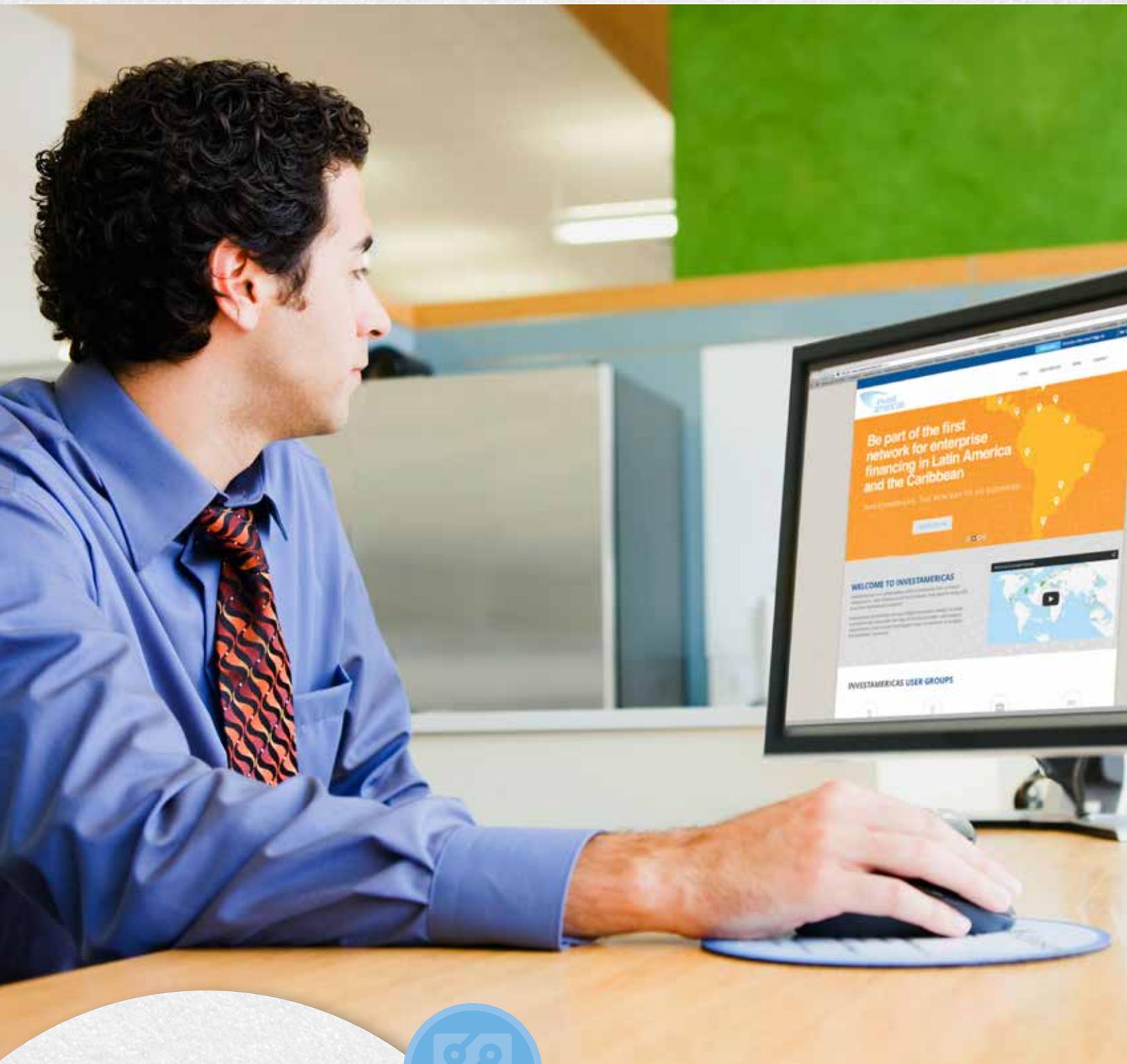
La SII se sert de ces nouvelles tendances technologiques comme d'un élément moteur pour des financements novateurs destinés au secteur privé. En 2014, nous avons lancé la plate-forme en ligne InvestAmericas qui relie les chefs d'entreprise de la région à des investisseurs potentiels. InvestAmericas fait partie du réseau ConnectAmericas, le premier réseau social pour entreprises conçu pour aider les PME d'Amérique latine et des Caraïbes à développer et étendre leurs opérations à l'étranger. La SII et la BID ont œuvré de concert pour créer un contenu d'importance. ConnectAmericas offre des services aux entreprises dans trois domaines : connexion, apprentissage et financement. InvestAmericas est un élément important du domaine financement.

InvestAmericas offre aux investisseurs l'accès à un stock actif d'opportunités de prêts et de prises de participation ainsi qu'à des outils et des informations fort utiles pour accélérer le processus. Parmi ces services, la plate-forme propose des questionnaires exhaustifs conçus pour évaluer de nombreux aspects des entreprises, allant de considérations d'ordre juridique à leur impact social, afin de guider les investisseurs tout au long de leur processus de vérification préalable avant la prise des décisions d'investissement. Cette communauté en ligne est en bonne voie de devenir un environnement

sans égal où les investisseurs peuvent coordonner entre eux, étudier des opportunités de financement conjoint et échanger des informations pertinentes.

InvestAmericas applique une approche holistique qui fait appel à des prestataires de services spécialisés pour apporter un soutien stratégique, opérationnel et technique à l'analyse d'investissement. Par ailleurs, la plate-forme est une porte ouverte aux organismes et aux institutions qui soutiennent directement les entreprises privées, tels que les chambres de commerce, les associations professionnelles, les avocats, les comptables, les consultants en études de marché et les accélérateurs susceptibles d'aiguiller des membres en quête de financement. Enfin, InvestAmericas réduit les coûts de transaction en facilitant des accords d'investissement conjoint qui permettent à plusieurs investisseurs de partager informations, frais de vérification préalable et exposition au risque.

L'objectif d'InvestAmericas est de faciliter la prise de décisions d'investissement et d'être le point de départ pour les entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes, région où nombre d'entreprises ont encore du mal à obtenir des financements. La plate-forme est un forum où entreprises, investisseurs, prestataires de services et organismes de soutien aux entreprises se retrouvent pour transformer les besoins en financement en opportunités d'investissement et encourager le développement par le biais du secteur privé dans la région.



La SII se sert de ces nouvelles tendances technologiques comme d'un élément moteur pour des financements novateurs destinés au secteur privé. En 2014, nous avons lancé la plate-forme en ligne InvestAmericas qui relie les chefs d'entreprise de la région à des investisseurs potentiels.





## Forger l'avenir par l'entremise des connaissances

Les entreprises nécessitent souvent autre chose que simplement du financement pour réussir. Elles ont besoin d'avoir accès à un savoir-faire spécialisé pour surmonter les défis accompagnant leur croissance et être concurrentielles sur des marchés ouverts. Au fil des années, la SII a identifié quatre domaines essentiels pour lesquels les entreprises ont souvent besoin d'un soutien spécial— la compétitivité, la gouvernance d'entreprise, l'efficacité énergétique et les capacités d'exportation.

En réponse à ces besoins, la SII a mis au point une panoplie de services de consultation et de formation sous la marque FINPYME, pour doter les entreprises des aptitudes requises pour une croissance durable. Depuis 2008, 7 631 entreprises ont participé à des ateliers de formation organisés par FINPYME dans la région, et 1 483 autres entreprises ont fait l'objet d'une évaluation en profondeur débouchant sur des plans d'action personnalisés qui répondent à leurs besoins spécifiques.

Les outils que nous utilisons pour aider nos clients évoluent à mesure qu'évolue la région. En 2014, nous nous sommes servis de notre expérience de terrain avec FINPYME pour élaborer une première série de cinq Cours de masse ouverts en ligne (*Massive Open Online Courses* — MOOC), qui apportent des connaissances essentielles à un public encore plus vaste de chefs d'entreprise. À la fin 2014, 835 participants au total avaient suivi et complété nos MOOC.

Outre l'extension de notre rayon d'action, ces cours en ligne encouragent l'apprentissage social en reliant des utilisateurs de toute la région qui peuvent ainsi partager leurs expériences et apprendre les uns des autres.

Dans le but de faire bénéficier un public encore plus vaste de ce que nous avons appris, nous avons également développé une application mobile FINPYME pour les systèmes Apple et Android. Cette *appli* aide les cadres et les chefs d'entreprises à renforcer la compétitivité de leur entreprise à l'aide d'une panoplie d'outils de calcul et d'évaluation rapide. Elle leur fournit en outre des actualités, des activités et autres informations d'intérêt pour la communauté des PME. La première version de l'*appli* s'accompagne d'un outil d'auto-évaluation fondé sur la méthodologie diagnostique FINPYME, qui permet d'analyser les points forts et les points faibles d'une entreprise sur les aspects suivants : position concurrentielle, durabilité environnementale et sociale, situation financière, niveau d'innovation, marketing et relations clientèle, et gestion des talents et affaires commerciales.

Outre un accès facile au savoir-faire, nos outils numériques nous permettent de recueillir une quantité considérable de données sur nos clients, ce qui nous permet de mieux comprendre encore les besoins spécifiques des PME. D'autres outils d'auto-évaluation seront introduits en 2015.



En 2014 nous avons élaboré une première série de cinq Cours de masse ouverts en ligne (*Massive Open Online Courses* — MOOC), qui apportent des connaissances essentielles à un public encore plus vaste de chefs d'entreprise.



# AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ



La ville bolivienne de Tarija est célèbre dans toute la région pour la qualité de son jambon artisanal. Les fabricants de cette région s'inspirent d'une riche tradition de techniques espagnoles d'affinement du jambon transmises au travers des générations.

Ramiro Zenteno est le directeur général de Jamones Selectos de Zenteno, fabricant réputé de jambon cru séché, et président de l'association professionnelle régionale de fabricants de jambon. En 2013, il a participé à un atelier de formation organisé par FINPYME visant à aider les producteurs de jambon de la région à renforcer leur efficacité et à développer leurs opérations en passant d'un processus de production artisanal à un processus semi-industrialisé.

Zenteno a ensuite pris part à un programme spécial de formation organisé par la SII dans la région italienne de l'Ombrie et, avec l'aide de certains des meilleurs producteurs de jambon au monde, il a étudié la gestion de la qualité et les méthodes lui permettant d'améliorer sa chaîne de production afin de parvenir au niveau de qualité requis pour l'exportation. Mené par des experts de l'université de Pérouges et de l'agence commerciale de l'Ombrie, ce programme comportait des visites d'usines italiennes de production et offrait des informations précieuses concernant les pratiques sanitaires et les mesures de traçabilité. Par ailleurs les producteurs italiens ont fait part de leurs expériences en matière d'obtention du label de qualité européen, convoité par tous, qui certifie l'authenticité régionale du produit.

À son retour à Tarija, Zenteno a commencé à mettre en place certaines de ces meilleures pratiques et il partage maintenant ce savoir-faire italien avec les autres producteurs membres de son association professionnelle. De surcroît, il est en train de préparer un manuel visant à aider les producteurs de jambon de la région à harmoniser leurs processus de production avec les meilleures pratiques des producteurs italiens et lancer un label de qualité pour le jambon de Tarija, similaire au label européen.

Ces nouvelles mesures renforceront l'uniformisation de la qualité de ce produit de consommation et relèveront la visibilité de la région à l'échelle internationale, ce qui permettra aux producteurs locaux d'exporter vers de nouveaux marchés au-delà des frontières boliviennes.



CONNAISSANCES





## Forger l'avenir par l'entremise de partenariats

Cherchant à intensifier notre impact en Amérique latine et dans les Caraïbes, nous avons mis sur pied un vaste réseau de partenariats avec des pays donateurs et des organisations de développement du monde entier. Ces partenariats ont débouché sur la création de neuf fonds fiduciaires dotés de quelque 54 millions de dollars.

Les financements des bailleurs de fonds nous permettent d'offrir toute une gamme de services de consultation et de formation à la région, pour aider nos clients à faire face aux défis auxquels ils sont confrontés dans des domaines clés tels que la gouvernance d'entreprise, la capacité d'exportation, l'efficacité énergétique et la compétitivité. Entre 2009 et 2014, ces services fournis sous la marque FINPYME de la SII ont profité au total à 8 911 entreprises dans 21 pays.

Le Gouvernement coréen, partenaire clé de la SII, a joué un rôle fondamental dans le développement et la mise en œuvre de la série de services à valeur ajoutée de FINPYME par l'entremise du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME. Depuis 2008, avec le soutien de ce fonds la SII a mené à bien plus de 170 activités au bénéfice de plus de 4 300 PME.

Grâce à son étroite collaboration avec la Corée, la SII a pu forger de robustes partenariats avec plusieurs institutions publiques et privées coréennes. En 2013, nous avons signé un accord de collaboration avec le Conseil coréen pour l'Amérique latine et les Caraïbes (KCLAC) pour faciliter les activités commerciales entre des PME des pays membres de notre région et des entreprises coréennes. Peu après, des équipes des deux institutions ont commencé à travailler sur une initiative de commerce interentreprises (B2B) dans le but de promouvoir des joint-ventures entre entreprises des deux rives du Pacifique.

Au cours de la première série de réunions B2B, organisée en 2013 à Bogota, 14 entreprises coréennes et 30 PME de

toute la Colombie ont discuté de projets de joint-ventures et d'autres opportunités commerciales. Début 2014, des représentants de 12 entreprises latinoaméricaines se sont rendus en Corée dans le cadre d'un deuxième forum B2B organisé avec la participation de 39 PME coréennes. Un troisième, puis un quatrième forum ont suivi quelques mois plus tard à Saint-Domingue (République dominicaine) et à Lima (Pérou), avec une participation de plus de 200 entreprises locales. Ces quatre forums d'entreprises ont débouché sur un nombre équivalent d'accords formels de collaboration, étape déterminante sur la voie du resserrement des liens transcontinentaux.

En plus de faciliter la prestation de nos services de consultation et de formation, nos partenaires stratégiques nous permettent d'étendre notre portée financière et d'offrir des solutions novatrices de financement sur des marchés particulièrement complexes. Un fonds établi par la SII et le Gouvernement espagnol cofinance, par l'entremise d'intermédiaires financiers locaux, les prêts aux PME haïtiennes mal desservies. En 2014, le fonds a cofinancé près de 85 prêts d'une valeur totale de 2,6 millions de dollars.

Dans le cadre d'un effort visant à accroître son soutien aux institutions financières de la région, en 2014 la SII s'est jointe au Fonds multilatéral d'investissement de la BID pour lancer une initiative de prises de participations visant à soutenir les entreprises trop grandes pour le secteur de la microfinance et trop petites pour les banques commerciales (ce que l'on appelle le secteur intermédiaire manquant). Ce nouveau mécanisme d'investissement investira au capital de petites institutions financières dont les activités de prêts se concentrent avant tout sur les PME, pour en diversifier les sources de financement et les aider sur le marché haut ou bas de gamme à développer plus avant leurs capacités de prêts aux PME.



Malgré leur solvabilité, les PME haïtiennes ont souvent du mal à obtenir des prêts auprès des institutions financières locales parce qu'elles sont considérées comme à risque élevé. En 2014, le Fonds Espagne-SII pour le développement des PME en Haïti a mis au point une variante novatrice du cofinancement traditionnel qui apporte une solution aux exigences de garantie en espèces par le biais de la structure des prêts en ramenant le risque crédit à un niveau acceptable pour les banques locales, donnant ainsi aux PME haïtiennes accès aux sources de financement.



# Synthèse de 2014

## Financement

En 2014, la SII a fourni des financements pour un montant total de 426,3 millions de dollars par le biais de 64 opérations d'investissement. Un montant supplémentaire de 693,3 millions de dollars a été mobilisé par le biais de prêts syndiqués et de cofinancements, s'ajoutant aux ressources fournies directement par la SII et renforçant son impact sur le développement.

La SII a continué à étendre son rayon d'action sur le marché des PME et a amélioré sa capacité en faveur des PME les plus petites. Au cours de 2014, la SII a approuvé 10 projets FINPYME *Credit* d'un montant moyen de 235 300 dollars, dont ont entre autres bénéficié, sous forme de prêts subordonnés, deux PME bien établies et dotées d'un modèle d'entreprise éprouvé.

Près de 68 % des opérations approuvées en 2014 l'ont été dans les plus petites économies de la région, confirmant que la SII continue à concentrer ses efforts sur les marchés moins développés. Les investissements sur ces marchés représentent maintenant 44 % de l'encours total du portefeuille.

Dans le droit fil de sa stratégie de développement, la SII a continué à se concentrer sur le développement des marchés de capitaux locaux par des financements en monnaie locale. Au total, cinq opérations en monnaie locale ont été approuvées au Mexique et en Colombie, en sus de notre portefeuille en monnaie locale existant en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Pérou. En décembre 2014, 7 % de l'encours total du portefeuille était en monnaie locale.

Ses relations avec les institutions financières comptent beaucoup pour la SII. Cette année, nous avons mis un accent tout particulier sur les plus petites institutions financières, qui sont confrontées à bon nombre des mêmes défis que ceux auxquels se heurtent nos PME clientes. En renforçant ces institutions, la SII a contribué à stimuler la concurrence dans le secteur financier, débouchant sur un plus grand nombre d'options de financement pour les PME. En 2014, la SII a approuvé 13 opérations avec de petites institutions financières, pour un montant total de 73,4 millions de dollars.

À la fin 2014, notre portefeuille s'élevait à 1,05 milliard de dollars, dont 68 % concentrés dans le secteur financier. Le risque le plus élevé de la SII pour ce qui est des entreprises correspondait à des projets dans le secteur de l'énergie, qui représentaient 8 % du portefeuille. La SII comptait également des investissements importants dans les secteurs des produits agricoles (3,4 %) et des engrais et services agricoles (2,5 %).

## Services de consultation et de formation fournis dans le cadre du programme FINPYME

La SII a continué à intensifier ses services de consultation et de formation au profit des PME d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2014, nous avons canalisé plus de 3,7 millions de dollars vers plus de 2 200 entreprises, les aidant à renforcer leur compétitivité, à adopter les meilleures pratiques en matière de gouvernance, à améliorer leur efficacité énergétique et à augmenter leur capacité d'exportation. Un programme spécial que nous avons lancé en 2013 a continué à fournir un soutien ciblé aux entreprises appartenant à des femmes.

Grâce à nos services de consultation et de formation, nos clients sont plus compétitifs et peuvent améliorer leur accès aux financements à long terme de la SII et d'autres institutions financières. Nos services, de concert avec nos financements, sont les outils essentiels que nous utilisons pour promouvoir le développement par le biais du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2014 la SII a approuvé 46 opérations d'assistance technique directe pour des clients existants et potentiels pour un total de 1,6 million de dollars. Grâce à ses donateurs, la SII a couvert 70 % du coût de ces services conseils.

Nos services à valeur ajoutée sont rendus possibles grâce à des contributions spéciales et à une série de fonds fiduciaires établis par les gouvernements de Chine, de Corée, des États-Unis, d'Italie, des Pays Bas et de la Wallonie-Belgique, ainsi qu'au Fonds de développement nordique.

## Résultats en matière de développement

La promotion du développement est au cœur même de la mission de la SII. Par le suivi et l'évaluation de nos projets, nous veillons à avoir un impact positif sur la région et assurons notre responsabilisation devant nos parties prenantes.

Au cours des cinq dernières années, la SII a enregistré des progrès considérables au niveau de la portée des mécanismes de suivi et évaluation des projets et de leur utilisation. Le Rapport annuel élargi de supervision (XASR), qui évalue les projets à un stade précoce de leur maturité, est notre principal instrument d'évaluation des projets depuis 2001.

Le système DIAS de notation de l'impact sur le développement, lancé en 2008, a pour objet de faciliter le suivi et l'évaluation pendant toute la durée du cycle du projet. Le système DIAS et le XASR permettent à la SII d'évaluer les résultats d'un projet en termes de développement et son additionnalité depuis l'évaluation préalable jusqu'à la mise en œuvre. Ces outils sont conceptuellement similaires et utilisent bon nombre des mêmes domaines et indicateurs de performance, dans le respect des normes des bonnes pratiques des différentes banques multilatérales de développement.

Tous les XASR sont validés par le Bureau de l'Évaluation et de la Surveillance (OVE) de la BID sur la base de rapports d'évaluation indépendants. En 2014, le dixième rapport d'évaluation indépendant de l'OVE a conclu que 79 % des projets de la SII analysés cette année ont enregistré des résultats positifs en matière de développement.

En 2014, un des grands jalons a été le lancement du système DIAS Plus. Fondé sur le système DIAS existant, DIAS Plus compte une série d'indicateurs généraux et sectoriels, ce qui nous permet de saisir des informations plus détaillées sur la portée de notre financement et son impact.

Ce nouvel outil nous aide à nous concentrer de manière plus pointue sur les principaux résultats en termes de développement tout en améliorant la teneur analytique des propositions de prêts. Des chargés d'investissements évaluent la logique de chaque projet proposé et le justifient en fonction de son impact escompté sur le développement en présentant une série d'indicateurs spécifiques. Ceci fournit davantage

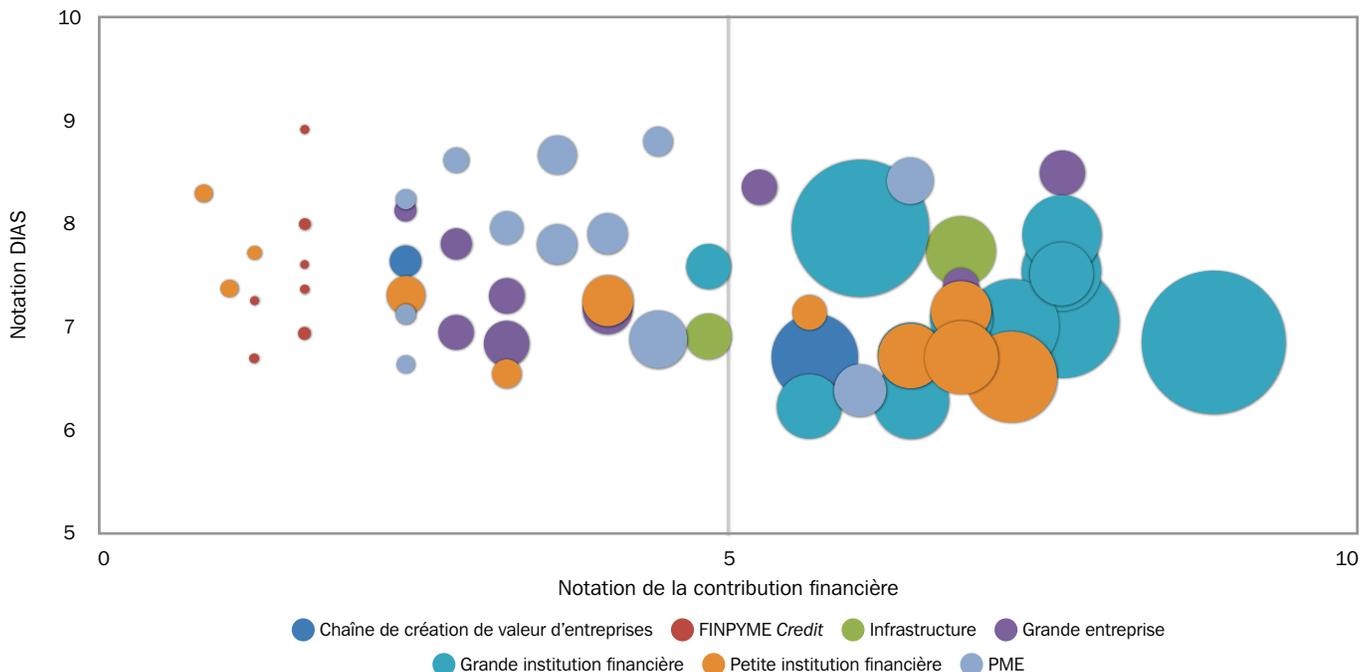
d'informations sur le diagnostic et la logique des projets, tout en mettant en évidence l'additionnalité qu'apporte la SII. De surcroît, le système DIAS Plus améliore l'évaluabilité des projets en y incorporant d'autres indicateurs qui leur sont spécifiques, notamment des scénarios de référence et des objectifs qui font l'objet d'un suivi sur toute la durée du cycle du projet.

La mise en œuvre du système DIAS Plus fait fond sur les enseignements tirés d'une phase d'essai au cours de laquelle

les responsables de la supervision ont testé la validité de l'outil et sa régularité sur 38 projets. Le système DIAS Plus devrait être complètement déployé début 2015.

Au cours de 2014, la SII a également collaboré avec les autres guichets du secteur privé du Groupe BID pour mettre au point un outil commun d'efficacité en matière de développement. Ce nouvel outil, qui se fonde sur divers mécanismes existants, dont le système DIAS, sera lancé en 2015.

## Approche portefeuille – Projets approuvés en 2014



### Notation DIAS moyenne de l'encours des projets par secteur



### Notation DIAS moyenne de l'encours des projets par région





## Services de la SII pour les PME données 2014

**24** Pays

**2 238** PME bénéficiaires

**5** Donateurs et partenariats stratégiques

Pays : **Bolivie, Costa Rica, Guatemala, Nicaragua, Uruguay**

Projets approuvés : **10**

Montant approuvé : **2,35 millions de dollars**



Pays : **Brésil, Trinité-et-Tobago**

PME bénéficiaires : **136**

Donateurs et partenariats stratégiques : **Fonds fiduciaire coréen**

Pays : **Barbade, Belize, Bolivie, Colombie, El Salvador, Guatemala, Haïti, Jamaïque, Panama, Paraguay**

PME bénéficiaires : **849**

Participants aux ateliers d'assistance technique : **647**

Activités individuelles d'assistance technique : **42**

Donateurs et partenariats stratégiques : **Fonds fiduciaire coréen, Fonds fiduciaire italien, Fonds fiduciaire Wallonie-Belgique**



Pays : **Argentine, Bolivie, Costa Rica, Équateur, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou**

PME bénéficiaires : **22**

Donateurs et partenariats stratégiques : **Fonds fiduciaire coréen**



Pays : **El Salvador, Pérou**

PME bénéficiaires : **300**

Donateurs et partenariats stratégiques : **États-Unis d'Amérique par le biais du Fonds fiduciaire FINPYME Mujer Empresaria**

Pays : **Bahamas, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, Suriname, Uruguay**

PME bénéficiaires : **42**

Donateurs et partenariats stratégiques : **Fonds fiduciaire coréen et Fonds chinois**



Pays : **Bolivie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua**

PME bénéficiaires : **889**

Participants aux activités de formation efficacité énergétique : **66**

PME participant aux ateliers d'assistance technique : **544**

Activités individuelles d'assistance technique : **287**

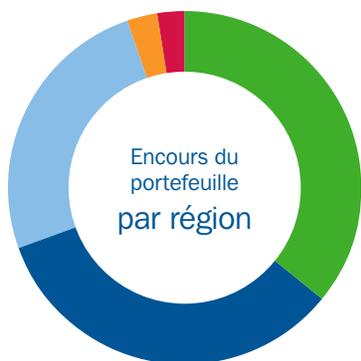
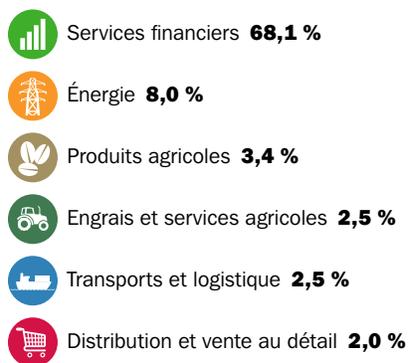
Donateurs et partenariats stratégiques : **Fonds fiduciaire coréen, Nordic Development Fund**

# La SII en bref

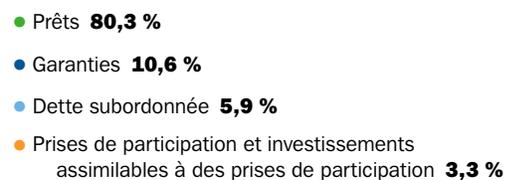
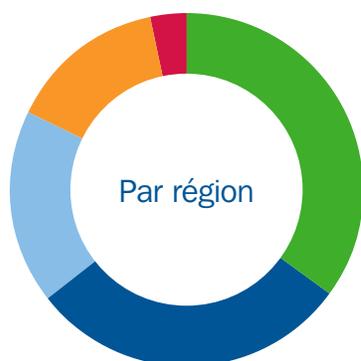
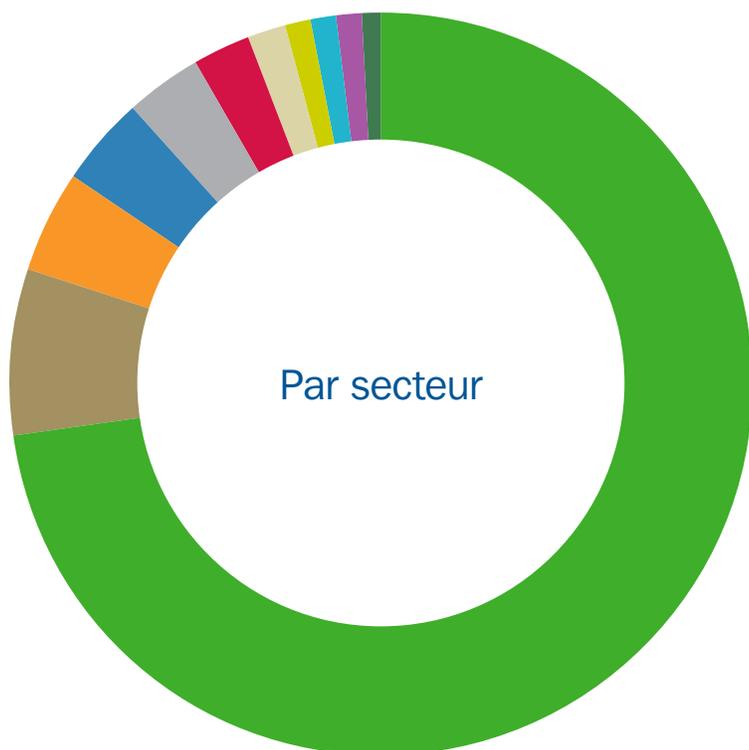
## 45 pays membres

- Allemagne
- Argentine
- Autriche
- Bahamas
- Barbade
- Belgique
- Belize
- Bolivie
- Brésil
- Canada
- Chili
- Colombie
- Costa Rica
- Danemark
- El Salvador
- Équateur
- Espagne
- États-Unis d'Amérique
- Finlande
- France
- Guatemala
- Guyana
- Haïti
- Honduras
- Israël
- Italie
- Jamaïque
- Japon
- Mexique
- Nicaragua
- Norvège
- Panama
- Paraguay
- Pays-Bas
- Pérou
- Portugal
- République de Corée
- République dominicaine
- République populaire de Chine
- Suède
- Suisse
- Suriname
- Trinité-et-Tobago
- Uruguay
- Venezuela

## Portefeuille de placements : 1,05 milliard de dollars des États-Unis



## Investissements approuvés en 2014 : 426,3 millions de dollars des États-Unis



## Projets approuvés en 2014

Pays	Projet	Secteur	Montant approuvé
<b>Bahamas</b>			
	Southern Air Charter Company Limited	 Transports et logistique	\$ 2 100 000
<b>Bolivie</b>			
	ADM-SAO S.A.	 Produits agricoles	14 000 000
	Agro Brava S.A.	 Engrais et services agricoles	400 000
	Camsa Industria y Comercio S.A.	 Distribution et vente au détail	200 000
	Montecristo Bolivia S.R.L.	 Produits agricoles	250 000
	Preconsur S.R.L.	 Construction, matériaux et aménagements	350 000
<b>Brésil</b>			
	Banco ABC Brasil S.A.	 Services financiers	10 000 000
	Banco Daycoval S.A.	 Services financiers	20 000 000
	Itaú Unibanco S.A.	 Services financiers	50 000 000
<b>Chili</b>			
	Eurocapital S.A.	 Services financiers	10 000 000
	Factotal S.A.	 Services financiers	10 000 000
	Incofin S.A.	 Services financiers	3 000 000
	Tanner Servicios Financieros S.A.	 Services financiers	15 000 000
<b>Colombie</b>			
	Banco GNB Sudameris S.A.	 Services financiers	20 000 000
	Centro Hospitalario Serena del Mar S.A.	 Services de santé et fournitures médicales	5 000 000
	PCHs Los Molinos S.A.S. E.S.P.	 Énergie	12 000 000
<b>Costa Rica</b>			
	Alimer S.A.	 Aliments et boissons	1 600 000
	Banco de Costa Rica	 Services financiers	10 000 000
	Cooperativa Nacional de Educadores R.L.	 Éducation	5 000 000
	Productos Ujarrás S.A.	 Aliments et boissons	50 000
<b>El Salvador</b>			
	Banco Davivienda Salvadoreño S.A.	 Services financiers	10 000 000
	Pentágono S.A. de C.V.	 Services financiers	500 000

Pays	Projet	Secteur	Montant approuvé
El Salvador (cont.)			
	Scotiabank El Salvador S.A.	 Services financiers	15 000 000
Équateur			
	Industria de Enlatados Alimenticios Cía. Ltda.	 Aquaculture et pêche	3 000 000
	Tabacarcén S.A. Tababela Cargo Center	 Transports et logistique	8 000 000
Guatemala			
	Argo Industrias S.A.	 Textiles, habillement et cuirs	330 000
	Financiera de Occidente S.A.	 Services financiers	6 000 000
Haïti			
	FINCA Haiti S.A.	 Services financiers	500 000
	J.A.J. Dépôt et Gravel	 Construction, matériaux et aménagements	1 000 000
	West Indies Energy Company S.A.	 Transports et logistique	3 800 000
Honduras			
	Banco Financiera Centroamericana S.A.	 Services financiers	3 900 000
	Inversiones Amalgamadas S.A. de C.V.	 Aliments et boissons	1 200 000
Mexique			
	Banco Compartamos S.A.	 Services financiers	32 000 000
	Berries Paradise S.A.P.I. de C.V., Agroberries de Colina S. de R.L. de C.V. et Aba Vargas S. de R.L. de C.V.	 Produits agricoles	3 000 000
	Dina Camiones S.A. de C.V.	 Produits manufacturés généraux	2 300 000
	International Greenhouse Produce S.A. de C.V.	 Produits agricoles	6 000 000
	KUA Mex Foods S.A.P.I. de C.V.	 Distribution et vente au détail	5 000 000
	Mazazul Organics S.A. de C.V.	 Produits agricoles	1 650 000
	Orben Comunicaciones S.A.P.I. de C.V.	 Information, communications et technologie	2 000 000
Nicaragua			
	Casa Pellas S.A.	 Distribution et vente au détail	5 000 000
	Corporación de Inversiones Turísticas S.A.	 Hôtellerie et tourisme	5 000 000
	Credi-Factor S.A.	 Services financiers	750 000
	Cukra Industrial S.A.	 Produits agricoles	2 500 000

## Projets approuvés en 2014 (suite)

Pays	Projet	Secteur	Montant approuvé
Nicaragua (cont.)			
	Fondo de Desarrollo Local	 Services financiers	750 000
	Ganadería Integral de Nicaragua S.A.	 Bétail et aviculture	5 000 000
	Operaciones Familiares S.A.	 Services	1 000 000
	Químicas Veterinarias S.A.	 Bétail et aviculture	180 000
	Sales de Nicaragua S.A.	 Aliments et boissons	210 000
	Zapsa Comercial S.A.	 Distribution et vente au détail	183 000
Paraguay			
	Banco Continental S.A.E.C.A.	 Services financiers	10 000 000
	Tecnomyl S.A.	 Engrais et services agricoles	3 000 000
Pérou			
	Compartamos Financiera S.A.	 Services financiers	2 000 000
	Consortio Azucarero S.A.C.	 Produits agricoles	3 650 000
	Hidrocañete S.A.	 Énergie	6 650 000
République dominicaine			
	Banco Múltiple Santa Cruz S.A.	 Services financiers	3 000 000
	Colegio Bilingüe New Horizons S.R.L.	 Éducation	3 000 000
Uruguay			
	Banco Bilbao Vizcaya Argentaria Uruguay S.A.	 Services financiers	15 000 000
	Fistisur S.A.	 Produits agricoles	200 000
	Ledincor S.A.	 Transports et logistique	200 000
	Lidilir S.A.	 Transports et logistique	200 000
	Urutug Remolcadores S.A.	 Transports et logistique	2 700 000
Régionaux			
	Banco La Hipotecaria S.A. et La Hipotecaria S.A. de C.V.	 Services financiers	13 000 000
	Torrecom GP LLC et Torrecom Partners LP	 Information, communications et technologie	4 000 000
	Wells Fargo Bank N.A.	 Services financiers	45 000 000
<b>TOTAL</b>			<b>\$ 426 303 000</b>

## Total cumulé des marchés jusqu'en 2014

(en milliers de dollars)

Pays	Montant
Allemagne	\$ 89 324
Argentine	479 258
Autriche	358
Bahamas	12 762
Barbade	11 250
Belgique	6 853
Belize	8 227
Bolivie	13 636
Brésil	283 615
Chili	175 296
Colombie	46 867
Costa Rica	72 902
Danemark	8 102
El Salvador	15 921
Équateur	233 023
Espagne	37 857
États-Unis d'Amérique	877 525
Finlande	2 331
France	35 161
Guatemala	54 808
Guyana	600
Haïti	875
Honduras	59 829
Israël	52 845
Italie	49 873
Jamaïque	48 083
Japon	22 170
Mexique	208 130
Nicaragua	58 931
Norvège	13 666
Panama	43 530
Paraguay	79 365
Pays-Bas	70 593
Pérou	103 246
Portugal	—
Régionaux	25 530
République de Corée	9 513
République dominicaine	55 173
République populaire de Chine	19 142
Suède	19 760
Suisse	27 972
Suriname	—
Trinité-et-Tobago	1 000
Uruguay	128 098
Venezuela	42 531

## Résultats financiers

La croissance économique plus lente que prévue dans la région a représenté un défi non négligeable pour l'activité de la SII en 2014, avec une demande de prêts inférieure aux prévisions menant à un niveau plus faible de décaissements et des remboursements anticipés plus élevés que les années précédentes. De ce fait, les actifs liés au développement, mesurés en tant qu'encours brut de prêts et de participations (GLEO), ont diminué durant les trois premiers trimestres de l'exercice par rapport à 2013. Grâce aux efforts significatifs réalisés au quatrième trimestre, les décaissements ont augmenté et plus que compensé le rythme plus lent des trois premiers trimestres, permettant ainsi de maintenir le portefeuille GLEO stable par rapport à l'exercice précédent à 1,05 milliard de dollars.

Par rapport à l'exercice précédent, le chiffre d'affaires (revenu global moins plus-values sur ventes de participations, qui sont des produits non récurrents) est de 6 % inférieur, principalement en raison de la diminution du GLEO les trois premiers trimestres, ce qui a eu un effet négatif sur les produits d'intérêts. Les coûts d'emprunt sont inférieurs de 24 % à ceux de 2013 du fait principalement du moindre volume des financements en monnaie locale et des marges réduites de financement obtenues grâce à la substitution d'emprunts arrivant à expiration par des émissions EMTN (Euro Medium Term Notes) moins onéreuses. Les coûts de financement de la Société, mesurés en termes de coûts d'emprunt en pourcentage de la dette brute moyenne, ont diminué pour le septième exercice consécutif. Les charges d'exploitation ont diminué, passant de 42,4 millions de dollars en 2013 à 34,8 millions de dollars en 2014, reflétant à la fois une baisse des frais administratifs et des cotisations plus faibles au Régime de retraite et au Régime de prestations complémentaires au personnel retraité.

Le capital libéré de la SII a augmenté de 4,65 millions de dollars grâce aux versements effectués par la Bolivie, le Brésil, le Paraguay ainsi que le Canada, qui a accompli toutes les démarches pour son adhésion lors de la Réunion annuelle de l'Assemblée des Gouverneurs de la BID et la SII qui s'est tenue en 2014 à Bahia, devenant ainsi le 45ème membre de la SII.

Après les 19,2 millions de dollars de 2013, la SII a déclaré un résultat net de 13,3 millions de dollars pour 2014, concluant douze exercices consécutifs de bénéfices soutenus et accumulant 170,1 millions de bénéfices non distribués, ce qui équivaut à 24 % du capital libéré.

### Qualité de l'actif

La SII a maintenu un portefeuille de haute qualité en 2014. Les principaux indicateurs de la qualité de l'actif sont restés remarquablement stables en dépit du fléchissement de la conjoncture économique dans la région. Le portefeuille de prêts ayant un jour ou plus d'arriéré de paiement a légèrement augmenté, passant de 22,9 millions à 23,3 millions de dollars pour 2014, soit l'équivalent de 2,3 % du portefeuille de prêts. Le ratio des prêts ayant fait l'objet d'une réduction de valeur par rapport à l'encours du portefeuille de prêts est demeuré inchangé à 1,7 % du portefeuille de prêts. Toutes les opérations disposent d'une couverture de garantie adéquate et sont étroitement surveillées par la SII. De plus, du fait de la politique de provisionnement conservatrice de la SII, la couverture de provisionnement des pertes sur prêts est plus du double pour les prêts en arriéré de paiement et près du triple pour les prêts ayant fait l'objet d'une réduction de valeur.

### Adéquation des fonds propres

Les ratios de solvabilité de la SII se sont améliorés en 2014. Le ratio du total de l'actif rapporté aux fonds propres a diminué de 5 % par rapport à l'exercice précédent, se plaçant à 43 % en décembre 2014. Compte tenu du niveau en décembre 2014 de ses provisions pour pertes sur prêts, la SII maintient une

couverture supérieure à 80 % de son exposition totale aux actifs liés au développement.

### **Effet de levier et liquidité**

La SII a émis le 24 septembre un bon à moyen terme de 400 millions de dollars, qui est venu s'ajouter aux autres emprunts émis dans le cadre du programme EMTN pour un encours global de 800 millions de dollars. Cette émission paie un taux d'intérêt variable égal au LIBOR à trois mois plus 14 points de base, soit 21 points de base de moins que la dernière émission de référence, reflétant la notoriété accrue de la SII et améliorant nettement ses coûts de financement. Grâce à cette émission, le programme EMTN est devenu le principal outil de financement de la SII.

Le ratio passif/fonds propres a augmenté à 1,4 par rapport au 1,1 de l'exercice précédent, restant bien en deçà du niveau maximum de 3,0 établi par l'Accord constitutif de la SII. Les ratios de liquidité de la SII se sont améliorés, passant au niveau confortable de 46 % du total de l'actif et de 84 % de sa dette financière, par rapport respectivement aux 40 % et 79 % de 2013.

### **Régime de retraite et Régime de prestations complémentaires au personnel retraité**

Le Régime de retraite et le Régime de prestations complémentaires au personnel retraité de la SII ont terminé l'exercice 2014 en situation de sous-capitalisation, respectivement de 22,2 millions et 2,7 millions de dollars. La situation de sous-capitalisation a augmenté, par rapport à 2013, de 13,5 millions de dollars pour le Régime de retraite et de 12,1 millions de dollars pour le Régime de prestations complémentaires au personnel retraité. Ceci est en grande partie dû aux conditions économiques et financières actuelles, ayant pour résultat une diminution du taux d'actualisation des deux régimes, respectivement de 97 points de base et 102 points de base. La diminution du taux d'actualisation augmente la valeur actualisée du passif des régimes, compte tenu du rapport inverse entre le taux d'actualisation et les obligations.

## **Notre gouvernance institutionnelle**

### **Vision**

La SII a pour vision de maximiser son impact sur le développement dans un cadre de viabilité financière à long terme.

### **Mission**

La SII favorise le développement économique de ses pays membres en développement de la région en encourageant la création, l'expansion et la modernisation des entreprises privées, de préférence des petites et moyennes entreprises.

### **Assemblée des gouverneurs**

L'Assemblée des gouverneurs, composée d'un gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de la SII. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des gouverneurs qui ne peuvent être

délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des états financiers vérifiés de la SII et l'amendement de son Accord constitutif.

### **Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration est responsable de la conduite des opérations de la SII et exerce tous les pouvoirs que lui confère à cet effet son Accord constitutif ou que lui délègue l'Assemblée des gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de l'organisation de base de la SII, y compris du nombre et des responsabilités générales des principaux postes administratifs et professionnels, et adopte le budget de l'institution. Les treize membres et les treize suppléants du Conseil d'administration sont élus pour un mandat de trois ans et représentent un ou plusieurs pays membres de la SII.

Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé de quatre personnes : l'administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions dans la SII, deux administrateurs représentant les pays membres en développement de la région et un administrateur représentant d'autres pays membres. Ce comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue la SII dans des entreprises implantées dans les pays membres.

### **Direction**

Le président de la BID est de droit le président du Conseil d'administration de la SII. Il préside les réunions du Conseil d'administration mais n'a pas droit de vote à moins qu'il ne faille départager les voix. Il peut participer à l'Assemblée des gouverneurs de la SII mais ne peut y voter.

Le Conseil d'administration nomme le directeur général de la SII à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du président du Conseil d'administration.

Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale du président du Conseil d'administration, le directeur général est chargé des affaires courantes de la SII et, en consultation avec le Conseil d'administration et le président du Conseil d'administration, il est responsable de l'organisation, de la nomination et du licenciement des cadres et des employés. Le directeur général peut participer aux réunions du Conseil d'administration mais ne peut y voter.

Le directeur général décide également de la structure opérationnelle de la SII et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.

### **Personnel**

Pour s'acquitter de sa mission de développement, la SII compte, au 31 décembre 2014, 109 postes de titulaires : vingt-cinq sont répartis dans 11 des pays de la région (Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou et Uruguay), les autres travaillent au siège à Washington, D.C. Parmi le personnel en région, on compte dix chargés d'investissements travaillant directement au montage et à l'élaboration de nouveaux projets et huit affectés à plein temps à la supervision directe des opérations de la SII.

Le reste du personnel, réparti en dix divisions (affaires institutionnelles, assistance technique et alliances stratégiques, efficacité en matière de développement, finances, gestion du portefeuille, gestion des risques,

investissements de capitaux, investissements de crédit, division juridique et stratégie et innovation), et l'unité opérations spéciales apporte son soutien aux activités de projets, de programmes et d'affaires institutionnelles.

## Structure des rémunérations pour le personnel du siège de la SII\*

Niveau	Titre du poste	Minimum	Maximum	Personnel / niveau	Salaire moyen / niveau	Avantages sociaux moyens <sup>†</sup>
E	Haut dirigeant	\$ 214 301	\$ 375 458	2,4 %	\$ 294 778	\$ 114 963
1	Cadre	173 546	251 642	6,0	214 553	83 676
2	Cadre	151 888	227 831	4,8	172 500	67 275
3	Technique	126 266	202 025	16,8	138 706	54 095
4	Technique	111 096	177 752	20,5	121 015	47 196
5	Technique	101 217	151 824	12,0	103 746	40 461
6	Technique	89 853	134 778	2,4	91 465	35 672
7	Technique	79 830	119 745	14,4	87 508	34 128
8	Technique	70 027	105 040	7,3	72 885	28 425
9	Soutien / technique	61 859	92 788	9,6	63 600	24 804
10	Soutien	49 879	79 807	1,3	69 072	26 938
11	Soutien	43 453	69 526	2,4	52 498	20 474
				100,0 %		

\*Le personnel en région est rémunéré localement selon une échelle fixée par la BID.

† Incluent : congés, primes de fin de service, assurances vie et médicale et autres avantages non salariaux : congés dans les foyers, remboursement des impôts, frais de déplacement pour prise de poste et réinstallation, rapatriement, allocations pour personnes à charge, allocations d'études et indemnités de mission.

Les membres du Conseil d'administration de la SII, y compris les administrateurs, les administrateurs suppléants, les conseillers principaux et les conseillers ainsi que le président du Conseil d'administration sont rémunérés par la BID.

## Administrateurs et Administrateurs suppléants (en décembre 2014)

	Administrateur	Administrateur suppléant
Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Pays-Bas et République populaire de Chine	Johannes Smeets	Gisella Berardi
Argentine et Haïti	Andrea Molinari	Valeria Fernández Escliar
Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinité-et-Tobago	Sulfikar Ally	Jerry Christopher Butler
Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	Carla Anaí Herrera Ramos	
Brésil et Suriname	Ricardo Carneiro	Maria Penido de Freitas
Canada, Danemark, Finlande, France, Norvège, Suède et Suisse	Flemming Nichols	Joffrey Célestin-Urbain
Chili et Équateur	Kevin Cowan Logan	Xavier Eduardo Santillán
Colombie et Pérou	Juan Echeverry	
Espagne, Israël, Japon, Portugal et République de Corée	Eimon Ueda	Yossi Saadon
État plurinational de Bolivie, Paraguay et Uruguay	Marcelo Bisogno	Luis Hernando Larrazábal
États-Unis d'Amérique	Nathan Sheets	
Mexique et République dominicaine	Bosco Martí Ascencio	Carlos Pared Vidal
Panama et République bolivarienne du Venezuela	Adina Bastidas	Antonio De Roux

## Cadres



**DEBOUT, DE GAUCHE À DROITE :** Jorge Pacheco (Chef, unité Opérations spéciales), Orlando Ferreira (Directeur des opérations), Laura Oradei-Bayz (Chef, division Gestion du portefeuille), Carl Muñana (Directeur général), Gustavo López (Chef, division Gestion des risques)

**ASSIS, DE GAUCHE À DROITE :** Jorge Roldán (Chef, division Assistance technique et alliances stratégiques), Angela Miller (Chef, division Efficacité en matière de développement), John Beckham (Chef, division Investissements de crédit), Lori Kerr (Chef, division Affaires institutionnelles), Greg Da Re (Chef, division Stratégie et innovation), Sarah Fandell (Conseiller juridique)

## Administrateurs et Administrateurs suppléants



**PREMIER RANG, DE GAUCHE À DROITE :** Gisella Berardi (Italie), Andrea Molinari (Argentine), Maria Penido de Freitas (Brésil), Carla Anaí Herrera Ramos (Guatemala), Luis Hernando Larrazábal (État plurinational de Bolivie)

**DEUXIÈME RANG, DE GAUCHE À DROITE :** Eimon Ueda (Japon), Bosco Martí Ascencio (Mexique), Antonio De Roux (Panama), Kevin Cowan Logan (Chili), Joffrey Célestin-Urbain (France), Juan Echeverry (Colombie)

**TROISIÈME RANG, DE GAUCHE À DROITE :** Xavier Eduardo Santillán (Équateur), Jerry Christopher Butler (Bahamas), Johannes Smeets (Pays-Bas), Flemming Nichols (Danemark), Marcelo Bisogno (Uruguay)

**QUATRIÈME RANG, DE GAUCHE À DROITE :** Ricardo Carneiro (Brésil), Sulfikar Ally (Guyana)

**ABSENTS :** Adina Bastidas (République bolivarienne du Venezuela), Valeria Fernández Escliar (Argentine), Carlos Pared Vidal (République dominicaine), Yossi Saadon (Israël), Nathan Sheets (États-Unis)

# Coordonnées

## SIÈGE

1350 New York Avenue, N.W.  
Washington, DC 20577  
États-Unis d'Amérique  
Tél.: +1 (202) 623-3900  
Fax: +1 (202) 623-3815

## ARGENTINE

Esmeralda 130 Piso 17  
C1035ABD, Buenos Aires  
Tél.: + (54 11) 4320-1864  
Fax: + (54 11) 4320-1831/7

## CHILI

Avda. Pedro de Valdivia 0193  
Pisos 10 y 11  
Providencia  
Santiago  
Tél.: + (562) 2431-3707/3719  
Fax: + (562) 2374-2436

## COLOMBIE

Carrera 7 No. 71-21, Torre B  
Piso 19  
Edificio Davivienda  
Bogotá  
Tél.: + (571) 325-7000  
Fax: + (571) 325-7057

## COSTA RICA

Centro Corporativo El Cedral  
Edificio A. Piso 4  
300 mts Este del Peaje  
Autopista Próspero Fernández  
Trejós Montealegre, Escazú  
Apartado postal 1343-1250  
San José  
Tél.: + (506) 2588-8748  
Fax: + (506) 2288-7028

## EL SALVADOR

Edificio World Trade Center  
Torre 1 4° Nivel  
Calle El Mirador y 89 Avenida Norte  
San Salvador  
Tél.: + (503) 2233-8900 ext. 2201  
Fax: + (503) 2233-8921

## MEXIQUE

Avenida Paseo de la Reforma N° 222  
Piso 11 Colonia Juárez  
Delegación Cuauhtémoc  
México, D.F. 06600  
Tél.: + (52 55) 5141-2492

## NICARAGUA

Boulevard Jean Paul Genie  
de la Rotonda Jean Paul Genie  
970 mts al oeste (M/D)  
Managua  
Tél.: + (505) 2264-9180  
Fax: + (505) 2264-9153

## PANAMA

Tower Financial Center, Piso 33  
Calle 50 y Elvira Méndez  
Panamá  
Tél.: + (507) 206-0937  
Fax: + (507) 206-0999

## PARAGUAY

Quesada 4616 esq. Legión Civil  
Extranjera – Piso 1  
Asunción  
Tél.: + (595 21) 616-2320  
Fax: + (595 21) 616-2261

## PÉROU

Calle Dean Valdivia No. 148  
Piso 10  
Lima 27  
Tél.: + (511) 215-7800  
Fax: + (511) 442-3466

## URUGUAY

Rincón 640  
11.000 Montevideo  
Tél.: + (598) 2915-3696  
Fax: + (598) 2916-2607



MIXTE  
Papier issu de  
sources responsables  
FSC® C100555



[www.iic.org](http://www.iic.org)



ISSN 2075-9657